



Monsieur Consensus

Depuis quelques temps, François Mitterrand multiplie les déclarations permettant de voir l'attitude qu'il compte adopter vis-à-vis des revendications des travailleurs, au lendemain de son élection. Dans une interview à l'Express du 4 avril, il déclarait qu'il engagerait des consultations « avec les organisations ouvrières, patronales, agricoles, la Fédération de l'Éducation nationale, les associations familiales etc... le président doit donner l'élan, avant d'être relayé par le chef du gouvernement. Mais comme l'objectif est d'obtenir que les partenaires sociaux négocient, l'intervention de l'État à ce niveau et à ce moment, doit être considérée comme incitative. C'est seulement au cas où les partenaires sociaux échoueraient sur des points qui me paraîtraient essentiels, que je reprendrais l'initiative. Pourquoi ne pas croire, a priori, que les partenaires parviendront à des accords? (...) Je ne veux pas substituer ma volonté à celle des responsables que je sollicite. »

Plus récemment, dans une interview au Monde du 25 avril, il déclarait: « Je n'imagine pas un seul instant que telle ou telle organisation professionnelle d'entrepreneurs, de salariés ou d'autres catégories de producteurs puisse prétendre s'extraire du climat d'espoir créé par mon élection... A partir de là, chacun aura sa place pour travailler, pour innover, pour assurer l'expansion économique, le développement social, le rayonnement culturel. Je le répète, en démocratie, il est plus efficace et plus satisfaisant de changer la société par contrat que par décret. Ainsi, chacun se trouvera-t-il devant ses responsabilités. »

Ainsi, l'orientation définie par Mitterrand ne consiste pas à dire: voilà les revendications que je m'engage à satisfaire si je suis élu; je mettrai tout le poids de mon élection pour imposer au patronat ces revendications. Non, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il dit: Je vais favoriser des négociations entre le patronat les syndicats, par branche, par entreprise, sur les salaires, la durée du travail etc... C'est ce qu'il appelle « changer la société par contrat ». Il s'agit d'une tentative visant à généraliser le recours à la collaboration

de classe, visant à faire croire aux travailleurs que, par la seule négociation, ils pourront arriver à des compromis satisfaisants avec le patronat. C'est la mise en œuvre du fameux « consensus ».

Dès le lendemain de son élection, c'est cette orientation-là qu'il veut mettre en œuvre. Les travailleurs ne devront pas accepter cette logique, mais, au contraire, compter sur leur action pour que leurs revendications avancent. Pourquoi?

1) Au cours de ces dernières années, le patronat n'a cessé de leur porter des coups, en licenciant, en faisant baisser le pouvoir d'achat, en pratiquant la répression anti syndicale. Croit-on que, du jour au lendemain, il va changer par la vertu de l'élection de Mitterrand? Non, il va continuer de façon acharnée, à défendre ses intérêts. La lutte, l'action des travailleurs seront les seuls arguments susceptibles de le faire reculer, de lui imposer les revendications des travailleurs.

2) Alors que, depuis des années, les travailleurs subissent coup sur coup, défaite sur défaite, l'élection de Mitterrand pourrait constituer un moment propice pour renverser la vapeur. Elle va entraîner, en effet, un certain désarroi dans le patronat après la défaite de son candidat Giscard, elle s'accompagnera d'un flottement, de tâtonnements dus au changement d'équipe gouvernementale... Ce temps sera à mettre à profit avant que le patronat ne se ressaisisse. S'engager dans la voie de négociations menées dans la division, branche par branche, par entreprise, ne serait rien d'autre que laisser aux capitalistes le temps de se ressaisir, de faire face, de mettre sur pied une nouvelle tactique. Si Mitterrand est élu, il n'y aura pas de temps à perdre pour l'action.

3) Il ne manquera pas de voix pour s'élever, à commencer par Mitterrand lui-même, contre les luttes qui auraient lieu, pour les présenter comme un « sabotage » de sa politique, de « l'espoir » qu'il représente. Ces faux arguments-là iront contre les intérêts des travailleurs, les conduiront à de nouvelles défaites et désillusions, ils feront le jeu du CNPF.

DIS MOI QUI TU FREQUENTES

Parmi les conseillers de François Mitterrand, ceux qui font figure de futurs ministres, il en est qui, ces toutes dernières années, ont occupé des postes de premier plan dans la mise en œuvre de la politique capitaliste. C'est le cas de Jacques Delors, de Pierre Dreyfus, de Claude Cheysson. Ils sont la preuve vivante qu'entre la politique de François Mitterrand et celle qui a été appliquée ces dernières années, il n'y a pas de muraille infranchissable. Ils sont les garants de la continuité dans le changement. Ils sont la preuve que les travailleurs ne doivent pas s'en remettre à Mitterrand pour défendre leurs intérêts. Ces hommes-là ont agi, hier, contre les travailleurs; ils continueront demain.



JACQUES DELORS

Jacques Delors fait, lui aussi, partie des proches conseillers de François Mitterrand; un homme d'expérience, Monsieur Delors...

En 1969, Pompidou est président. Chaban-Delmas devient premier ministre. Il fait de Jacques Delors son conseiller pour les affaires sociales et culturelles puis, à partir de 1971, il le nomme chargé de mission auprès du premier ministre.

1968 est encore frais dans les esprits. Il faut donner l'illusion du changement. Dès l'ouverture de la session parlementaire, Chaban-Delmas lance le slogan de la « Nouvelle société ». Jacques Delors est un des principaux artisans de cette opération de dupes. Il préconise la mise sur pied de la

Un revenant de la nouvelle société



Jacques Chaban-Delmas premier ministre de de Gaulle et patron de Jacques Delors (ici en compagnie de Pinay).

« politique contractuelle », des « contrats de progrès », c'est-à-dire d'une politique visant à écarter les syndicats de la lutte, en échange de quelques miettes. On veut faire croire aux travailleurs que leur situation peut se transformer par la généralisation du recours à la négociation. Mais les luttes ouvrières continuent. C'est le temps de ce que le patronat appellera les « grèves sauvages », pour désigner ces grèves qui ne rentrent pas dans les schémas de Monsieur Delors.

La « nouvelle société », rapidement, montrera qu'elle n'en a que le nom. C'est la société mise sous surveillance par la police de Raymond Marcellin, l'obsédé du « complot international »; c'est la société des crimes racistes, en

particulier après la nationalisation du pétrole algérien.

Ce sera aussi l'adoption de la loi anti-casseurs à la demande de Chaban-Delmas, si bien conseillé par Jacques Delors.

« Nouvelle société » dont le slogan sombrera définitivement dans les scandales en cascades. En 1973, Chaban-Delmas démissionnera.

Elle est bien loin aujourd'hui, la « nouvelle société »... A la « politique contractuelle », avec la crise et le reflux du mouvement ouvrier, a succédé l'affrontement ouvert mené par le patronat. Mais Jacques Delors est toujours là, espérant qu'avec François Mitterrand sa politique aura un nouvel avenir... N'entend-on pas Mitterrand parler de « changer la société par contrat »?

Dans le gouvernement Mendès-France (53-54) en compagnie de brillants sujets nommés E. Faure, Chaban, C. Fouchet.



Un passé qu'il n'a jamais renié



« L'Algérie c'est la France », « Une seule nation, une seule loi des Flandres au Congo » tel était le programme de François Mitterrand.



Ministre des Anciens combattants, il révoque les fonctionnaires grévistes.



Ministre de l'Intérieur, il proclame, au peuple algérien en lutte pour son indépendance, « La seule négociation, c'est la guerre ».

Un certain 25 février 1972

Pierre Dreyfus fut durant 20 ans PDG de la Régie Renault. Il est l'un des 23 conseillers de François Mitterrand. Pierre Overney, vous rappelez-vous de ce jeune ouvrier? Nous, nous n'oublions pas. Le 25 février 1972, Pierre Overney, licencié de Renault en 1970, distribuait des tracts, devant les portes de l'usine Renault de Billancourt; il appelait à une manifestation antiraciste et protestait contre le licenciement de deux de ses camarades qui faisaient la grève de la faim depuis un mois pour obtenir leur réintégration. Froïdement, Jean-Antoine Tramoni, membre du SAC et de la milice patronale de Renault, allait l'abattre d'un coup de révolver. Pierre Dreyfus était alors PDG de la Régie Renault, le patron du tueur Tramoni.

Le jour de l'assassinat, la direction de la Régie publiait un communiqué déclarant: « Depuis plusieurs mois déjà, des éléments

extérieurs à l'usine ont entamé, aux abords immédiats des ateliers de Billancourt, une campagne systématique afin de susciter et d'entretenir un climat de violence... » La victime devenait coupable. « Devant la masse des assaillants et ne pouvant se dégager lui-même ni dégager les gardiens, cet employé administratif porteur d'une arme personnelle, sortit celle-ci et tira en l'air. Un second coup devait atteindre l'un des membres du commando assaillant qui succomba à cette blessure. » Le communiqué parlait encore des « violences déchaînées aux abords de l'usine par une équipe d'agitateurs ».

Dans les jours qui suivirent, sept ouvriers de la Régie étaient licenciés. Motif invoqué: « agression caractérisée contre des agents de maîtrise ».

Par ailleurs, la direction annonçait « qu'elle a porté plainte contre X pour violation de domicile et action concertée menée à



PIERRE DREYFUS

force ouverte par un groupe ayant entraîné des violences ou voies de fait contre des personnes et des destructions ou dégradations aux biens ».

A la suite de ces plaintes, sept personnes dont deux ouvriers de Renault-Billancourt étaient emprisonnés.

Le 10 mars, Pierre Dreyfus tenait une conférence de presse où il saluait « le courage de nos gardiens qui ont eu à lutter sans armes toutes ces semaines, car, je le répète et espère que je serai cette fois entendu, malgré les mensonges et les calomnies envers la Régie, celle-ci n'a aucune police armée. Certains, qui ignorent tout de la réalité ouvrière, ont parlé d'un climat de répression exercée sur le personnel ouvrier. Ceci est invraisemblable, quand on connaît le caractère libéral de notre entreprise... Les incidents graves qui se sont produits et ont abouti au drame du 25 février sont les conséquences de longues semaines de violences verbales, de voies de fait, de menaces de mort. »

Voilà qui est M. Dreyfus, le conseiller de François Mitterrand.

Giscard lui fait confiance

Claude Cheysson, proche conseiller de François Mitterrand, a toute la confiance de Giscard d'Estaing. Ne le faut-il pas pour qu'il ait été nommé par Giscard comme représentant de la France à la Commission européenne de Bruxelles? En janvier, Giscard lui a renouvelé cette confiance pour une durée de six ans. La commission de Bruxelles, chargée de mettre en œuvre la politique commune des pays de la CEE, est composée de treize membres; la majorité d'entre eux sont des sociaux-démocrates.

Aux côtés du tristement célèbre vicomte Davignon, Claude Cheysson a été l'un des artisans des licenciements dans la sidérurgie. Dans Le Monde du 3 avril 1979, il déclarait: « Davignon est attaqué sur sa politique industrielle mais c'est une



CLAUDE CHEYSSON

mauvaise attaque, absurde ». De Giscard d'Estaing, il dit: « L'inspiration du président de la République française est progressiste, mais sa majorité ne lui permet pas de faire une politique progressiste ». (Le Monde 3-4-79).

Claude Cheysson a un illustre prédécesseur à la Commission européenne. Raymond Barre y fit ses premières armes... Claude Cheysson est plein d'avenir.



Des milliers de licenciements de sidérurgistes planifiés par Cheysson et ses collègues de la commission européenne.